

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Hauts-de-France

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département de l'Aisne

SERVICE GESTIONNAIRE : DEPARTEMENT DE L AISNE - service fse

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 23/01/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2022 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 2 872 662 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 15 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 60 %

CODE ET INTITULÉ : HDFROI188 Hauts-de-France_

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 23/03/2023



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre du programme national FSE+ 2021-2027 piloté par la DGEFP, qui a été adopté par la Commission Européenne le 28 octobre 2022.

Le Conseil départemental de l'Aisne est organisme intermédiaire gestionnaire d'une enveloppe déléguée FSE+ par l'Etat pour la période 2022-2027 dans le cadre de la **priorité 1 du programme national FSE+ 2021-2027 « Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi »**. À ce titre, le Conseil départemental, lors de sa réunion du 5 décembre 2022, a décidé de lancer un premier appel à projets FSE+ biennuel pour les années 2022-2023, qui s'inscrit dans le cadre réglementaire européen et national 2021-2027.

Compte tenu du retard pris pour la validation du nouveau programme national FSE+ 2021-2027 et par conséquent du caractère tardif de publication du présent appel à projets, **les actions proposées et demandes de financement FSE+ afférentes, et qui se réaliseront dès l'année 2022, devront s'inscrire dans un principe de continuité de l'offre d'insertion déployée sur le territoire départemental. Par ailleurs, les porteurs de projets concernés devront justifier rétroactivement de la capacité à prendre en compte le cadre de gestion du FSE+ 2021-2027.**

L'Aisne est le département des Hauts-de-France le moins densément peuplé : 72 habitants par km² contre 188 dans les Hauts-de-France. C'est un département avec un cadre de vie à dominante agricole et naturel : **57 % des habitants vivent en zones peu denses ou très peu denses**, contre 33 % en France. Les **problématiques de mobilités** y sont donc prégnantes.

Il s'agit d'un territoire confronté à de **multiples fragilités sociales** et touché par la précarité. En 2019, le **taux de pauvreté** y est de 18,4%, niveau supérieur à ceux de la Région Hauts-de-France (17,6%) et de France métropolitaine (14,5%). Il est encore plus important dans les territoires au nord du Pays de Laon où il atteint plus de 20%.

Avant la crise sanitaire, le département de l'Aisne était déjà un des plus touchés en France par le **chômage** : 11,4 % au 4^e trimestre 2019 contre 7,9 % en France métropolitaine. Il atteint 12,4% au 2^e trimestre 2020, du fait de l'impact du confinement. La reprise de l'activité et le rebond économique enregistré au niveau national a également bénéficié au territoire, le taux de chômage atteint un niveau inférieur à celui d'avant crise (10,7% au 1^{er} trimestre 2022), mais pour autant reste largement supérieur à la moyenne régionale (8,7%) et nationale (7,1%).

Le **nombre de demandeurs d'emploi** tenus de rechercher un emploi et ayant exercé ou non une activité dans le mois (catégories ABC) s'établit dans l'Aisne à 52 050 (en baisse de 6,8% sur une année). Parmi ceux-ci, 59,2% n'ont exercé aucune activité au cours du mois précédent (catégorie A).

Plus de 60% des demandeurs d'emploi (ABC) a un niveau inférieur à celui de Terminale.

La part des **demandeurs d'emploi de longue durée** est importante : 54,9% des demandeurs d'emploi (ABC) sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an (plus d'un tiers depuis plus de 2 ans et 23% depuis plus de 3 ans), tandis que cette part est de 49,9% en région Hauts-de-France et de 48,1% en France métropolitaine.

Dans l'Aisne, 51,8% des demandeurs d'emploi (ABC) sont des femmes. Elles sont surreprésentées, car leur poids au sein de l'ensemble de la population active est de 47,3%. De même, en 2019, le taux d'activité des femmes est bien inférieur à celui des hommes : parmi l'ensemble des femmes en âge de travailler, elles sont 68,1% à être en activité, contre 76,1% pour les hommes.

Les jeunes et les plus de 50 ans sont surreprésentés parmi les demandeurs d'emploi de catégorie ABC : les moins de 25 ans représentent 14,4% des demandeurs d'emploi de catégorie ABC, alors qu'ils représentent 10,9% de la population active ; tandis que 27,4% des demandeurs d'emploi ABC ont plus de 50 ans, alors qu'ils représentent 15,6% de la population active.

De plus, au 30 avril 2022, le département de l'Aisne compte 17 192 foyers **allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA)** et 19 474 allocataires du RSA soumis à droits et devoirs, dont voici quelques caractéristiques : 57% sont des femmes ; 55% ont une ancienneté dans le dispositif de plus de 4 ans ; 49% sont célibataires sans enfants, 35% avec enfant.

Le Département a souhaité promouvoir des offres et des moyens d'accompagnement complémentaires de ceux développés par le service public de l'emploi afin de renforcer et de diversifier les propositions d'accompagnement pouvant être faites aux allocataires du RSA. Cette offre d'insertion s'appuie sur des actions de soutien aux personnes, comme sur des actions de soutien aux structures.

Dans le cadre de sa stratégie de mobilisation du FSE+ sur son territoire au titre du présent programme, le Conseil départemental souhaite renforcer sa politique d'insertion sur tout le territoire départemental et pour tous les publics, y compris pour des publics spécifiques, via trois dispositifs :

- **Dispositif 1 : Accompagnement renforcé et actions d'insertion auprès des publics éloignés de l'emploi (1.h.89) ;**
- **Dispositif 2 : Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion (1.h.90) ;**
- **Dispositif 3 : Soutien à l'Insertion par l'Activité Economique (1.h.91).**

Le Conseil départemental veillera à déployer le FSE+ selon les principes énoncés dans le PDI. Ces crédits permettront notamment de faire levier financier pour la mise en œuvre des orientations du PDI pour les publics les plus vulnérables, et selon les dispositions de la **priorité 1 du programme national FSE+ 2021-2027 « Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi » et de l'**objectif spécifique H du programme national FSE+ « Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés ».****

Par ailleurs, dans l'Aisne, quatre PLIE (Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi) ont choisi de se regrouper au sein de **l'Association Départementale des PLIE de l'Aisne (ADPA)** afin de se constituer **Organisme Intermédiaire (OI) pivot** et pouvoir ainsi solliciter la gestion d'une enveloppe du Fonds Social Européen Plus (FSE+) et publier leurs propres appels à projets FSE+ sur la priorité 1 du programme national FSE+.

Le territoire d'intervention de ces PLIE concerne les communes qui interviennent dans le financement des PLIE :

- Communauté d'agglomération du Saint-Quentinois (PLIE de l'agglomération de Saint-Quentin) ;
- Communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry (PLIE du Sud de l'Aisne) ;
- Communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne (PLIE du Sud de l'Aisne) ;

- Communauté de communes du Pays des Trois Rivières (PLIE des Trois Rivières) ;
- Communauté de communes du Pays du Vermandois (PLIE du Pays du Vermandois).

Par conséquent, l'ADPA ne couvre pas l'intégralité du département de l'Aisne et le Conseil départemental pourra soutenir les actions des PLIE qui ne font pas partis de l'ADPA et les actions ne relevant pas de son périmètre d'intervention (géographique et/ou thématique). Les porteurs de projets s'assureront par conséquent de se positionner sur les bons appels à projets.

Contacts:

Au préalable et avant tout dépôt d'un nouveau dossier sur MDFSE+, les porteurs de projet sont encouragés à contacter la Cellule Europe du Département :

Gestionnaires :

Aurélie KERMAD – akermad@aisne.fr / 03.23.24.62.12

Auriane PERREIN – aperrein@aisne.fr / 03.23.24.68.29

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**
1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus
- **Objectif spécifique**
1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés
- **Dispositif**
1.h.89 Accompagnement renforcé et actions d'insertion auprès des publics éloignés de l'emploi
- **Contexte de l'objectif spécifique**

Le Département a souhaité promouvoir des offres et des moyens d'accompagnement complémentaires de ceux développés par le service public de l'emploi afin de renforcer et de diversifier les propositions d'accompagnement pouvant être faites aux allocataires du RSA.

Dans le cadre de sa stratégie de mobilisation du FSE+ sur son territoire au titre du présent programme, le Conseil départemental souhaite renforcer sa politique d'insertion sur tout le territoire départemental et pour tous les publics, y compris pour des publics spécifiques.

Cette stratégie s'inscrit dans les orientations prioritaires du PDI:

- Donner la priorité à l'accès à l'emploi
- Dynamiser les parcours d'insertion avec comme finalité le retour à l'activité
- Garantir un dispositif d'insertion efficient et adapté au public

• Objectifs

L'objectif de ce dispositif est de développer l'accompagnement renforcé des personnes éloignées de l'emploi (allocataire du RSA ou non), y compris pour des publics présentant des freins spécifiques à l'insertion.

L'objectif est également d'améliorer la couverture territoriale de cet accompagnement renforcé en permettant un soutien de la fonction d'accompagnement renforcé dans les territoires non couverts par l'OI pivot PLIE (ADPA).

L'accompagnement renforcé constitue un accompagnement sur mesure de la personne, individuel et personnalisé, qui s'effectue en réseau avec les acteurs du territoire en articulant les actions individuelles et collectives. Chaque parcours est adapté aux besoins de la personne.

Il s'agira ainsi de :

- Permettre aux participants de l'ensemble du territoire départemental d'être accompagnés de manière renforcée, du fait d'un cumul de problématiques sociales et professionnelles ;
- Permettre une construction des parcours pluri professionnels, mise en œuvre d'une ingénierie de parcours ;
- Permettre la levée des freins par une approche globale de la personne.

Par ailleurs, l'objectif de ce dispositif est également de soutenir des actions d'insertion qui constituent une étape d'un parcours vers l'emploi.

• Actions visées

Les opérations visées dans ce dispositif renvoient à toutes les actions à mettre en place autour de la notion de référence de parcours, notamment :

- Etablissement d'un diagnostic de la situation sociale et professionnelle par personne, identification des problématiques du participant, coordination des démarches de recherche d'emploi en mobilisant toutes les compétences, réseaux et moyens nécessaires ;
- Faire du participant un acteur de son parcours. S'assurer que le participant dispose de toute information utile lui permettant d'avoir un accès aux offres d'emploi, mobilisation sur des prestations de Pôle Emploi et développement de prestations complémentaires.

Ceci nécessite de :

- Se tenir informé en permanence des évolutions juridiques des cadres d'intervention liés à l'emploi, la formation, l'insertion et les métiers ;
- Être le garant de l'accompagnement des personnes, de la mobilisation des étapes de parcours opportunes, de l'évaluation régulière des actions menées ;
- Être présent tout au long du parcours et assurer un suivi dans l'emploi afin d'être en capacité de rendre compte du maintien dans l'emploi à 6 mois.

Ainsi, sans que cela soit exhaustif et exclusif, les principales opérations finançables sur ce dispositif sont donc les suivantes :

- Postes de référents de parcours y compris les référents uniques pour des publics ayant des besoins spécifiques ;
- Ingénierie de parcours ;
- Actions de mise en œuvre de certaines étapes constitutives d'un parcours (exemple : mobilité, santé, mise en situation professionnelle, etc.).

Les actions candidates devront agir sur les difficultés des publics les plus éloignés de l'emploi, contribuant ainsi à augmenter, au terme d'un parcours, les chances de sortie vers l'emploi pérenne :

- En constatant l'adhésion à une démarche d'insertion professionnelle ;
- En renforçant l'offre d'accompagnement par des actions complémentaires agissant sur les facteurs d'exclusion ;
- En apportant une offre d'accompagnement adaptée aux besoins spécifiques de certains publics.

• **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Ce dispositif est ouvert aux services du Conseil départemental, comme à des bénéficiaires tiers.

Personnes morales ayant la capacité juridique relevant du champ de l'insertion et de l'emploi publiques ou privées, et en particulier: les collectivités territoriales, les maisons de l'emploi, les acteurs du secteur public de l'emploi, les structures d'insertion par l'activité économique, les structures offrant des solutions pour les levées des freins sociaux ou professionnels à l'emploi ainsi que les employeurs, leurs réseaux, les partenaires sociaux et branches professionnelles, les établissements publics ou privés.

• **Public cible**

Conformément à la Priorité 1 – objectif spécifique H - du programme national FSE+, les publics cibles du présent appel à projet sont **les personnes en recherche d'emploi** qu'elles soient ou non inscrites auprès du service public de l'emploi, y compris **les personnes en activité réduite subie** ou **les salariés en insertion**.

Dans ce cadre, et en tenant compte des règles de justification du FSE+, ces publics cibles devront répondre à l'un des **critères d'éligibilité administrative** suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée et de très longue durée ;
- Les bénéficiaires de minima sociaux (cette condition pourrait être vérifiée après l'entrée dans l'opération dès lors que l'accompagnement mis en place permet cette ouverture de droits) ;
- Les personnes inactives ;
- Les femmes, les jeunes, les séniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée,
- Les travailleurs séniors de plus de 55 ans ;
- Les travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié ;
- Les personnes en situation de handicap ;
- Les personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires ;
- Les ressortissants de pays tiers ;
- Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

• Profils de plan de financement

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

• Autre

Périmètre géographique

Couverture départementale, sauf :

- pour les actions relevant du domaine d'intervention des PLIE «hors zone ADPA»: zones interstitielles.
- pour les actions situées exclusivement sur le territoire de la Thiérache (cf. infra).

Un appel à projets spécifique sur le territoire de la Thiérache sera lancé, les actions correspondant à ce dispositif situées spécifiquement sur ce territoire ne sont pas éligibles à cet appel à projets. Les projets ayant un rayonnement plus large que le territoire de la Thiérache sont en revanche bien éligibles à cet appel à projets.

Le territoire de la Thiérache est composé de :

- *La Communauté de Communes du Pays des Trois Rivières*
- *La Communauté de Communes des Portes de la Thiérache*
- *La Communauté de Communes de la Thiérache du Centre*
- *La Communauté de Communes de Thiérache Sambre et Oise*

Choix du taux forfaitaire :

Les taux forfaitaires ne sont pas ouverts à tous les dispositifs et peuvent concerner des catégories de projets particulières. Se référer à la rubrique « Profils de plan de financement et choix de l'option de coûts simplifiés (OCS) » pour sélectionner le taux forfaitaire adéquat.

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Dispositif**

1.h.90 Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion

- **Contexte de l'objectif spécifique**

La mobilisation renforcée des employeurs permet de faciliter l'accès des publics les plus éloignés de l'emploi à une plus large palette de choix professionnels et d'opportunités d'emplois. Par ailleurs, cette mobilisation offre la possibilité de mettre en avant la responsabilité sociale des entreprises.

Dans le contexte actuel du marché de l'emploi, le Département souhaite renforcer les outils visant à développer l'accès à l'emploi en entreprise des personnes en difficulté. Les craintes des employeurs concernant les publics durablement éloignés de l'emploi peuvent porter sur une éventuelle incapacité à occuper un poste après une longue période d'inactivité ou sur une inadaptation de leurs profils à leurs exigences.

Cette stratégie s'inscrit dans les orientations prioritaires du PDI:

- Donner la priorité à l'accès à l'emploi
- Dynamiser les parcours d'insertion avec comme finalité le retour à l'activité
- Garantir un dispositif d'insertion efficient et adapté au public

- **Objectifs**

L'objectif est de rapprocher les personnes en « parcours d'insertion socio professionnel » du monde du travail, et d'offrir des sorties positives à ces parcours d'insertion professionnelle.

Il s'agit donc de favoriser un accès direct à l'emploi, en contrat durable du secteur marchand en priorité, et de renforcer et diversifier les moyens d'accompagnement vers l'emploi des publics éloignés de l'emploi et plus particulièrement les allocataires du RSA en mobilisant les employeurs, les entreprises, les donneurs d'ordre dans les parcours d'insertion.

Plusieurs outils sont mobilisables : la clause d'insertion par l'activité économique pour les employeurs publics, la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) pour les employeurs privés.

- **Actions visées**

Les actions ciblées par ce dispositif concernent toutes les actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux, ces actions peuvent notamment concerner les thématiques suivantes :

- Evolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi (accompagnement des personnes reposant sur la mise en adéquation des compétences et du potentiel des personnes avec le besoin des entreprises) ;
 - Appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc.), leur capitalisation et leur essaimage ;
 - Développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et la commande privée (dont clauses sociales) ;
 - Lutte contre les discriminations ;
 - Coordination de la relation aux employeurs.
-
- **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Ce dispositif est ouvert aux services du Conseil départemental, comme à des bénéficiaires tiers.

Personnes morales ayant la capacité juridique relevant du champ de l'insertion et de l'emploi publiques ou privées, et en particulier: les collectivités territoriales, les maisons de l'emploi, les acteurs du secteur public de l'emploi, les structures d'insertion par l'activité économique, les structures offrant des solutions pour les levées des freins sociaux ou professionnels à l'emploi ainsi que les employeurs, leurs réseaux, les partenaires sociaux et branches professionnelles, les établissements publics ou privés.

- **Public cible**

Conformément à la Priorité 1 – objectif spécifique H - du programme national FSE+, les publics cibles du présent appel à projet sont **les personnes en recherche d'emploi** qu'elles soient ou non inscrites auprès du service public de l'emploi, y compris **les personnes en activité réduite subie** ou **les salariés en insertion**.

Dans ce cadre, et en tenant compte des règles de justification du FSE+, ces publics cibles devront répondre à l'un des **critères d'éligibilité administrative** suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée et de très longue durée ;
- Les bénéficiaires de minima sociaux (cette condition pourrait être vérifiée après l'entrée dans l'opération dès lors que l'accompagnement mis en place permet cette ouverture de droits) ;
- Les personnes inactives ;
- Les femmes, les jeunes, les seniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée,
- Les travailleurs seniors de plus de 55 ans ;
- Les travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié ;

- Les personnes en situation de handicap ;
- Les personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires ;
- Les ressortissants de pays tiers ;
- Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Périmètre géographique :

Couverture départementale (et dans le respect des lignes de partage fixées entre le Conseil départemental et l'ADPA).

Choix du taux forfaitaire :

Les taux forfaitaires ne sont pas ouverts à tous les dispositifs et peuvent concerner des catégories de projets particulières. Se référer à la rubrique « Profils de plan de financement et choix de l'option de coûts simplifiés (OCS) » pour sélectionner le taux forfaitaire adéquat.

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Dispositif**

1.h.91 Soutien à l'insertion par l'activité économique

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Le département de l'Aisne est maillé de différentes structures de l'Insertion par l'Activité Economique qui composent une partie du paysage de l'Economie Sociale et Solidaire.

Ces structures, et notamment les Ateliers et Chantiers d'Insertion, offrent la possibilité aux personnes durablement éloignées de l'emploi, d'être employées tout en bénéficiant, sur leur lieu de travail, d'un accompagnement spécifique. En mettant ces publics en situation de travail, les Ateliers et Chantiers d'Insertion sont un premier pas d'une démarche d'insertion plus durable.

La situation de l'allocataire est appréhendée de façon globale : d'un point de vue social et professionnel. Il peut valider son projet professionnel, se former et acquérir des compétences et qualifications.

Cette stratégie s'inscrit dans les orientations prioritaires du PDI:

- Donner la priorité à l'accès à l'emploi
- Dynamiser les parcours d'insertion avec comme finalité le retour à l'activité
- Garantir un dispositif d'insertion efficient et adapté au public

• Objectifs

L'objectif est de permettre, à des personnes en situation d'éloignement à l'emploi, d'accéder à un emploi intermédiaire par le biais de contrats aidés. Les ateliers chantiers d'insertion (ACI) leur permettent de retrouver les compétences et les savoir-être, avant de pouvoir retrouver un emploi sur le marché du travail classique.

Les objectifs du dispositif sont donc les suivants :

- Être aux côtés des structures dans les estimations de leurs besoins (public, projets, lien avec le monde économique...);
- Contribuer à la resocialisation et la professionnalisation des salariés en CDDI ;
- Permettre aux participants d'entamer un parcours de formation et de professionnalisation en cohérence avec leur parcours d'insertion ;
- Consolider l'offre sur le territoire départemental.

In fine, le dispositif cofinancé doit permettre :

- D'augmenter le nombre de bénéficiaires des minima sociaux dans les ACI (jeunes, jeunes sortants de l'ASE, ARSA, public reconnu TH) ;
- De renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en développant l'ingénierie de parcours afin que ces derniers soient mieux adaptés aux difficultés rencontrées par les personnes, en activant si nécessaire l'offre de formation ;
- De poursuivre la montée en compétences des publics (accès formation) ;
- De renforcer la professionnalisation des publics, en rapprochant les liens entre entreprises et SIAE notamment dans le cadre du dispositif sur la mobilisation des employeurs ;
- D'améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion.

• Actions visées

Les actions ciblées dans ce dispositif sont les actions visant à soutenir le développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant).

Par exemple :

- Accompagnement socio-professionnel et encadrement technique des participants au sein des ACI, dans un parcours de remobilisation professionnelle (soutien aux personnes) ;
- Appui à la consolidation du maillage territorial, à la professionnalisation, à l'amélioration des pratiques et à la formation des salariés encadrants des structures de l'IAE, en articulation avec le financement des têtes de réseau nationales (soutien aux structures).

Concernant l'accompagnement proposé par un Atelier et Chantier d'Insertion, il se manifestera par :

- Le suivi, l'accompagnement socio-professionnel, l'encadrement technique et la formation en situation de travail du salarié ;
- La formation du salarié et notamment l'accès à la plateforme de professionnalisation des salariés en insertion ;
- La proposition de périodes d'immersion en entreprise ;
- Des actions de fin de parcours afin de faciliter une insertion sociale et professionnelle durable.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Ce dispositif est ouvert aux services du Conseil départemental, comme à des bénéficiaires tiers.

Il s'agira:

- pour les actions d'accompagnement du public dans le cadre d'un atelier chantier d'insertion : des structures porteuses d'un ou plusieurs Atelier et Chantier d'Insertion agréées par l'Etat.
- pour les actions de soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique (maillage, professionnalisation, amélioration des pratiques, formation des encadrants, coordination et animation des acteurs, etc.) : des acteurs publics ou privés du secteur de l'Insertion par l'activité économiques.

• Public cible

Conformément à la Priorité 1 – objectif spécifique H - du programme national FSE+, les publics cibles du présent appel à projet sont **les personnes en recherche d'emploi** qu'elles soient ou non inscrites auprès du service public de l'emploi, y compris **les personnes en activité réduite subie** ou **les salariés en insertion**.

Dans ce cadre, et en tenant compte des règles de justification du FSE+, ces publics cibles devront répondre à l'un des **critères d'éligibilité administrative** suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée et de très longue durée ;
- Les bénéficiaires de minima sociaux (cette condition pourrait être vérifiée après l'entrée dans l'opération dès lors que l'accompagnement mis en place permet cette ouverture de droits) ;

- Les personnes inactives ;
- Les femmes, les jeunes, les séniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée,
- Les travailleurs séniors de plus de 55 ans ;
- Les travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié ;
- Les personnes en situation de handicap ;
- Les personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires ;
- Les ressortissants de pays tiers ;
- Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

• Profils de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

• Autre

Périmètre géographique

Couverture départementale, et dans le respect des lignes de partage fixées avec l'ADPA, sauf :

- pour les actions situées exclusivement sur le territoire de la Thiérache (cf. infra).

Un appel à projets spécifique sur le territoire de la Thiérache sera lancé, les actions correspondant à ce dispositif situées spécifiquement sur ce territoire ne sont pas éligibles à cet appel à projets. Les projets ayant un rayonnement plus large que le territoire de la Thiérache sont en revanche bien éligibles à cet appel à projets.

Le territoire de la Thiérache est composé de :

- *La Communauté de Communes du Pays des Trois Rivières*
- *La Communauté de Communes des Portes de la Thiérache*
- *La Communauté de Communes de la Thiérache du Centre*
- *La Communauté de Communes de Thiérache Sambre et Oise*

Choix du taux forfaitaire :

Les taux forfaitaires ne sont pas ouverts à tous les dispositifs et peuvent concerner des catégories de projets particulières. Se référer à la rubrique « Profils de plan de financement et choix de l'option de coûts simplifiés (OCS) » pour sélectionner le taux forfaitaire adéquat.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.



Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.

5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;

[...]

f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;

g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;

[...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalent dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

I- Réponse à l'appel à projets – dépôt de la demande de financement

Tous les projets doivent être saisis et transmis sur le portail dématérialisé « Ma démarche FSE+ », au cours de la période d'ouverture de l'appel à projets.

Seules les demandes de financement déposées sur « Ma démarche FSE+ » avant la date de clôture de l'appel à projets seront examinées.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt de la demande de financement.

Les structures candidates devront bénéficier de la capacité administrative et financière nécessaire à l'avance des fonds et au suivi et à la gestion de l'opération cofinancée par le FSE+.

II - Examen de la recevabilité

La Cellule Europe du Conseil départemental de l'Aisne examine la recevabilité de chaque demande de financement déposée, afin de vérifier que l'ensemble des pièces du dossier, nécessaires à son instruction, est disponible.



En cas de pièces manquantes, incomplètes ou incorrectes, le service FSE sollicite des compléments autant que de besoin avant de déclarer le dossier recevable.

Un dossier irrecevable n'est pas instruit.

Liste des documents de recevabilité:

Structures privées:

- Attestation d'engagement signée (système de signature électronique sur MDFSE+)
- Document attestant la capacité du représentant légal
- Délégation éventuelle de signature
- Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC
- Attestation fiscale de non assujettissement à la TVA si les dépenses prévisionnelles du projet sont présentées TTC (document devant émaner des services des impôts)
- Justificatif prévisionnel de chaque financement externe national, régional ou local mobilisé
- Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)
- Compte de résultats des 3 derniers exercices clos
- Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant
- Copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture
- Statuts
- Attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme
- Dernier bilan approuvé et rapport éventuel du commissaire aux comptes

Structures publiques:

- Attestation d'engagement signée (système de signature électronique sur MDFSE+)
- Document attestant la capacité du représentant légal
- Délégation éventuelle de signature
- Attestation fiscale de non-assujettissement à la TVA si les dépenses prévisionnelles du projet sont présentées TTC (document devant émaner des services des impôts)

- Justificatif prévisionnel de chaque financement externe national, régional ou local mobilisé
- Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)
- Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant
- Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel

III/ Instruction

Une fois le dossier recevable, la Cellule Europe procède à l'instruction au vu des exigences mentionnées dans le présent appel à projets, apprécie l'éligibilité et la faisabilité de l'opération.

L'instruction consiste en une analyse qualitative, quantitative et financière de la demande de financement, afin de donner un avis sur l'opportunité de son financement.

La Cellule Europe est libre de demander tous les compléments ou corrections de la demande qu'elle estime nécessaire, et de solliciter des pièces complémentaires afin de s'assurer que l'ensemble des conditions sont réunies pour une justification conforme des dépenses et des ressources du projet et des conditions de sa réalisation.

N.B: l'annexe technique et financière de la convention sera établie sur la base de la dernière version de la demande validée par la Cellule Europe à l'issue de l'instruction. Il est donc nécessaire que l'ensemble des éléments permettant un suivi financier, quantitatif et qualitatif du projet y soient clairement définis.

IV/ Programmation / Conventionnement

A l'issue de l'instruction, le dossier est présenté au Pré-comité FSE+, pour avis préalable auprès des services de la DREETS. Pour les opérations de porteurs tiers, un avis des services métiers du Département de l'Aisne est sollicité.

La Commission permanente du Conseil départemental (et à défaut l'Assemblée du Conseil départemental) valide les opérations par délibération, dans le respect du montant maximum FSE+ fixé dans l'appel à projets.

La décision de la Commission permanente sur chaque demande de financement est notifiée au porteur de projet.

Si la décision est favorable, une convention est signée entre le porteur de projet et le Président du Conseil départemental (ou son délégué). Elle précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention FSE+.

• Critères spécifiques de sélection des opérations

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le présent appel à projets.

Le descriptif des opérations doit être précis et détaillé dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin.

L'analyse de l'opération se fait selon les critères suivants :

- L'éligibilité temporelle du projet ;
- L'éligibilité géographique du projet ;
- L'éligibilité des actions aux Programme National FSE+ et à l'appel à projet ;
- L'éligibilité du public visé par l'opération ;
- L'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus ;
- La capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE+ ;
- La capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE+ ;
- Le respect des principes "horizontaux": l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité des chances et la non-discrimination et l'accessibilité des personnes en situation de handicap. Le respect de ces principes transversaux devra être justifié par la structure candidate et complété par des exemples précis ;
- Le respect des modalités de financement décrites dans le présent appel à projets.

Enfin, une attention particulière est portée aux actions présentant un caractère structurant, de manière à accroître l'effet de levier et la valeur ajoutée du FSE+ au regard des dispositifs de droit commun en matière d'insertion, ou aux actions présentant un caractère innovant.

Par participants, sont entendues les personnes bénéficiant directement d'une intervention du FSE, qui peuvent être identifiées et auxquelles il est possible de demander des informations sur leurs caractéristiques et pour lesquelles des dépenses spécifiques sont réservées.

L'éligibilité des participants sera vérifiée lors de l'instruction et reprise dans la convention.

Les pièces justificatives d'éligibilité des participants doivent être collectées et conservées en vue de la production du bilan d'exécution qui fera l'objet d'un contrôle de service fait.

De manière indicative et non exhaustive, les justificatifs suivants seront demandés lors des contrôles de service fait :

- Attestation de la CAF indiquant que la personne est allocataire RSA ;
- Attestation Pôle emploi indiquant que la personne est demandeur d'emploi ;
- Attestation d'inscription auprès du Service Public de l'Emploi – SPE (Pôle Emploi, Mission locale, CAP Emploi, AFPA) indiquant la situation du demandeur d'emploi ;
- « Pass IAE », attestation prouvant l'éligibilité à l'IAE selon les critères définis dans le cadre de la nouvelle Plateforme de l'inclusion ;
- Agrément Pôle Emploi.

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

I/ Justification des dépenses / ressources du projet cofinancé

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée (dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses notamment si le lien à l'opération n'est pas clairement défini) ;
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables) ;
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée ;
- Elles peuvent être justifiées par des pièces comptables probantes ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.
- Les dépenses de personnel sont éligibles si elles correspondent à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée.

II/ Modalités de financement

Dans le cadre du Programme National FSE+ 2021-2027, la région Hauts-de-France a été définie comme « région en transition » au regard de son PIB/habitant compris entre 75 % et 100 % de la moyenne européenne. En conséquence, le taux de cofinancement du FSE+ est porté à **60 % maximum des dépenses éligibles totales** sur l'enveloppe gérée par le Conseil départemental de l'Aisne. Le Conseil départemental se réserve le droit de moduler ce taux par opération en fonction des contreparties publiques réunies sur le plan de financement total de la subvention globale qui est déléguée.

Les contreparties clairement identifiables sont à présenter et le bénéficiaire devra préciser dans sa demande de subvention si le cofinancement porte sur le même périmètre physique et/ou temporel. L'ensemble des ressources, conventionnées ou non, concourant à la réalisation de l'opération est pris en compte pour le calcul du montant des crédits FSE+ dus.

L'instruction permettra de déterminer le montant des contreparties à valoriser dans le plan de financement de l'opération, à l'appui des pièces transmises par le bénéficiaire (convention, attestation d'engagement du cofinancier, etc.)

Le FSE+ viendra compléter le financement manquant dans la limite du taux maximum de 60 % et en fonction des disponibilités des fonds. La ressource manquante sera éventuellement apportée par de l'autofinancement.

Une **avance de 20% du montant de la subvention octroyée** pourra être accordée à la signature de la convention d'attribution du FSE+ et sur présentation d'une attestation de début d'exécution de l'opération.

La liquidation de l'aide définitive du FSE+ se fera conformément aux règles en matière de contrôle de service fait selon les dispositions de la convention d'attribution de FSE+.

III/ Profils de plan de financement et choix de l'option de coûts simplifiés (OCS)

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projets, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets susceptibles d'être soutenus.

La forfaitisation des coûts évite au bénéficiaire de devoir justifier les dépenses forfaitisées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc.), ce qui permet de diminuer de manière significative la charge administrative liée aux différents niveaux de contrôle. La forfaitisation des coûts vise à diminuer non seulement le volume des pièces comptables contrôlées mais aussi à sécuriser ce type de dépenses.

Les taux forfaitaires ne sont pas ouverts à tous les dispositifs et peuvent concerner des catégories de projets particulières. Voici les dispositions particulières selon les dispositifs :

Dispositif 1 : Accompagnement renforcé et actions d'insertion auprès des publics éloignés de l'emploi (1.h.89)

Toutes les opérations d'accompagnement ciblées par ce dispositif doivent présenter un plan de financement de la manière suivante :

- **En dépenses :**

- o Tous les postes de dépenses sont ouverts (dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement, dépenses de prestations, dépenses liées aux participants). Le taux minimum d'affectation sur l'opération doit être de 20 %. Les temps complets sont à privilégier. Les dépenses sont présentées au réel.

- o Le forfait à sélectionner est le **taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel)** pour calculer les dépenses indirectes. (Codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%).

- **En ressources :**

- o Toutes les autres subventions concernant totalement ou partiellement l'opération doivent être déclarées dans les ressources.

Dispositif 2 : Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion (1.h.90)



En général, les opérations répondant à ce dispositif doivent présenter un plan de financement de la manière suivante :

- En dépenses :

- o Tous les postes de dépenses sont ouverts (dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement, dépenses de prestations, dépenses liées aux participants). Concernant les dépenses de personnel, le taux minimum d'affectation sur l'opération doit être de 20 %. Les temps complets sont à privilégier. Les dépenses sont présentées au réel.

- o Le forfait à sélectionner est le **taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel)** pour calculer les dépenses indirectes. (Codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%).

- En ressources :

- o Toutes les autres subventions concernant totalement ou partiellement l'opération doivent être déclarées dans les ressources.

Les opérations spécifiques d'intermédiation vers l'emploi selon la méthode IOD doivent quant à elles présenter le plan de financement suivant :

- En dépenses :

- o Seul le poste des dépenses de personnel est ouvert. Le taux minimum d'affectation sur l'opération doit être de 20 %. Les temps complets sont à privilégier. Les dépenses sont présentées au réel.

- o Le forfait à sélectionner est le **taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel)** pour calculer les coûts restants. (Codification : DPE_R/CR40%)

- En ressources :

- o Toutes les autres subventions concernant totalement ou partiellement l'opération doivent être déclarées dans les ressources.

Dispositif 3 : Soutien à l'Insertion par l'Activité Economique

Dans un souci de simplification, pour les actions spécifiques d'accompagnement socio-professionnel et encadrement technique des participants au sein des ateliers chantiers d'insertion, dans un parcours de remobilisation professionnelle, seul le périmètre restreint est autorisé pour la période 2022 – 2023.

Le plan de financement en périmètre restreint doit être présenté de la manière suivante :

- En dépenses :

- o Dépenses de personnel directement liées à l'opération : sont éligibles uniquement les postes d'encadrant technique et/ou d'accompagnateur socioprofessionnel au prorata de leur temps effectif passé sur l'opération. Le taux minimum d'affectation sur l'opération doit être de 20 %. Les temps complets sont à privilégier.

o Le forfait à sélectionner est le **taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel)** pour calculer les dépenses indirectes. (Codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%).

- **En ressources :**

o La part de l'aide au poste sera calculée en fonction de l'arrêté ministériel 2022 et 2023.

o Les subventions spécifiques identifiées sur le même périmètre restreint liées à l'accompagnement et/ou l'encadrement technique sont également à déclarer dans les ressources.

Pour tous les autres types d'actions, le plan de financement doit se présenter de la manière suivante :

- **En dépenses :**

o Tous les postes de dépenses sont ouverts (dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement, dépenses de prestations, dépenses liées aux participants). Concernant les dépenses de personnel, le taux minimum d'affectation sur l'opération doit être de 20 %. Les temps complets sont à privilégier. Les dépenses sont présentées au réel.

o Le forfait à sélectionner est le **taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestation et de participant (au réel)** pour calculer les dépenses indirectes. (Codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%)

- **En ressources :**

o Toutes les autres subventions concernant totalement ou partiellement l'opération doivent être déclarées dans les ressources.

- **Autre**

I/ Obligations et exigences attachées à la gestion du Fonds social européen :

La preuve de réalisation de l'action :

Les bénéficiaires devront recueillir et fournir lors du dépôt du bilan tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet.

Par exemple, et à titre indicatif :

- Feuille de suivi des temps pour les personnes affectées partiellement au projet à taux non fixe ;
- Feuille d'émergence ;
- Tableaux de bord ;
- Tout autre document pertinent.

Si l'opération est en cours au moment de l'instruction de la demande de financement, la Cellule Europe pourra être amenée à demander la production de ces justificatifs.

La traçabilité des finances du projet :

Les bénéficiaires devront veiller à tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet, en tenant une « comptabilité séparée » des dépenses et des ressources liées à l'opération.

Seules les dépenses effectivement encourues par l'organisme bénéficiaire, c'est à-dire correspondant à des dépenses exécutées et acquittées, justifiées par des pièces probantes (factures, bulletins de salaire, fiches de frais, ...) sont retenues ; certaines dépenses peuvent être calculées par application des coûts simplifiés préalablement définis.

Le respect des principes du code de la commande publique :

Le 1er avril 2019 est entrée en vigueur la nouvelle réglementation relative aux marchés publics sur la base de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour les marchés d'une valeur inférieure à 40 000 € HT, le bénéficiaire respecte les modalités de mise en concurrence définies dans la convention de subvention.

Le porteur doit être en mesure de motiver la sélection du prestataire ou fournisseur retenu. Ces éléments d'explication doivent être validés par l'instructeur ou le contrôleur lors du bilan.

Les corrections imposées suite au constat d'irrégularités ayant trait aux achats de biens, fournitures ou services sont déterminées selon les barèmes fixés dans la note COCOF 13/9527-FR de la Commission européenne visée dans la convention.

L'obligation de publicité :

Le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que *« Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée »*.

Retrouvez l'ensemble des obligations en matière de publicité et de communication liées au financement européen sur <https://fse.gouv.fr/mes-obligations#2>

Le suivi des indicateurs :

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le FSE+. L'objectif est de s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu. Les données seront



agrégées aux niveaux français et européen, afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme. Elles doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes

Les porteurs de projets devront **obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau** (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail). Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement. Un questionnaire d'entrée est mis à disposition des bénéficiaires afin de faciliter la collecte des données. Ces questionnaires doivent être conservés selon les règles en matière de protection des données personnelles et doivent être détruits dès les données saisies sur MDFSE+.

Contrat d'engagement républicain :

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen.

A ce titre, **les porteurs de projets (associations / fondations) devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain** (à ajouter aux pièces jointes de votre dossier de demande FSE+) dont vous trouverez le contenu sur le lien suivant : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000044806657

Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne :

Le porteur de projet s'engage à respecter la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des opérations cofinancées par le Fonds Social Européen.

Déclaration des comptes annuels :

Conformément à l'arrêté du 25 novembre 2019, le dépôt gratuit des comptes annuels des associations et fondations (si le montant annuel total des dons et/ou des subventions est > 153 000 €), est requis à compter du 1er janvier 2020.

Ces données permettront d'incrémenter les bases de données de l'interface Arachné (Cf. infra : Réclamations et lutte anti-fraude).

<https://www.journal-officiel.gouv.fr/associations/comptes/>

Protection des données personnelles (RGPD) :

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, à la loi Règlement général sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 20 juin 2018, et à la loi informatique et libertés (LIL) n°78-17 du 6 janvier 1978, il convient de prendre toutes les précautions techniques et organisationnelles utiles pour préserver la confidentialité et la sécurité des données personnelles des participants et, notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées ou endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

En particulier, les questionnaires papier utilisés dans le cadre du suivi des participants devront être conservés sous clé avant leur saisie dans le système d'information. Une fois les données saisies, les questionnaires devront être détruits, sauf s'ils sont nécessaires pour justifier l'éligibilité des participants, conformément à la délibération n°2014-447 de la CNIL.

Avant leur destruction, il faudra s'assurer de la conformité des données saisies sur « Ma démarche FSE+ » en mettant en place un auto-contrôle par échantillonnage ou toute autre méthode jugée utile afin de garantir la fiabilité des données déclarées.

Archivage des pièces :

Le bénéficiaire est tenu de conserver les pièces justificatives jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit trois ans après le 31 décembre de l'année de l'apurement des comptes (soit plus ou moins 5 ans après la réalisation des dépenses). Cette durée est portée à dix ans à compter de la date de fin de l'opération dans le cas où le projet relève d'un régime d'aides d'Etat.

II/ Réclamation et lutte anti-fraude

Plateforme EOLYS :

Cette plateforme permet le dépôt des réclamations liées aux dossiers FSE. Elle permet de :

- Centraliser toutes les réclamations, quel que soit le service gestionnaire concerné (AG/AGD ou OI) ;
- Tracer le dépôt des réclamations (enregistrement et accusé réception) ;
- Transférer des réclamations vers les services gestionnaires concernés pour traitement ;
- Suivre les suites données et clôturer la réclamation.

Les accès sont ouverts aux bénéficiaires de projets, à l'Autorité de Gestion (AG) et aux Organismes Intermédiaires (OI).

Vous avez la possibilité de déposer un signalement en accédant directement au formulaire sur :
<https://www.pplateforme-eolys.fse.gouv.fr/>

Plateforme ELIOS :

Cette plateforme permet la détection signalement des soupçons de fraude pour les dossiers FSE.

La mise en œuvre de cette plateforme s'inscrit dans le cadre des mesures nécessaires pour prévenir, détecter et sanctionner la fraude et les irrégularités de manière efficace. Elle est composée d'une page d'accueil informative permettant d'accéder à deux rubriques :

- L'une relative à la fraude ;
- L'autre aux conflits d'intérêts.

Vous avez la possibilité de déposer un signalement en accédant directement au formulaire sur :
<https://www.pplateforme-elios.fse.gouv.fr/>

Interface ARACHNE :

ARACHNE est un outil informatique intégré de la Commission européenne destiné à la fouille de données (data mining) et à l'enrichissement de données. Il intervient dans les vérifications administratives et les contrôles de gestion effectués par les autorités de gestion des Fonds structurels (Fonds social européen plus et Fonds européen de développement régional).

L'outil est accessible en suivant ce lien :

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=325&intPageId=3587&langId=fr>

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;

- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Téléchargez l'annexe de suivi des indicateurs](#)

